

TITEL III. — Bepalingen betreffende de gelijkwaardigheden

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften*

Art. 75. Het tweede lid van artikel 4 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, wordt afgeschaft.

TITEL IV. — Opheffing en inwerkingtreding

Art. 76. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2011 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend, wordt opgeheven.

Art. 77. Behoudens artikel 15 dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2010, de artikelen 4, 5, 7 en 8 die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2011, en artikel 75 waarvan de inwerkingtreding door de Regering zal vastgesteld worden, heeft dit decreet uitwerking met ingang van 1 september 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

Zitting 2012-2013

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 520-1. — Verslag nr. 520-2. — *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 17 juli 2013.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29484]

17 JUILLET 2013. — Décret modifiant le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, le 6^o est complété par ce qui suit :

« Pour ce qui concerne les aides visées à la section II du chapitre II du titre VI, est assimilée à un long métrage, l'œuvre audiovisuelle destinée aux enfants de moins de dix ans dont la destination est en priorité la diffusion dans le circuit des salles de cinéma et dont la durée est de minimum trente minutes ».

Art. 2. Le 1^{er} alinéa de l'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel constitue un Service administratif à Comptabilité autonome au sens de l'article 2, 5^o du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française. »

Art. 3. A l'alinéa 2 de l'article 8 du même décret, le quatrième tiret est complété par ce qui suit :

« et dont les prises de vues sont terminées ».

Art. 4. Dans l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « dans le cadre soit » sont remplacés par les mots « conformément aux règles » et le second « soit » est remplacé par « ou »;

2^o à l'alinéa 2, le premier « soit » est supprimé et le second « soit » est remplacé par « ou »;

Art. 5. Dans le chapitre Ier du Titre IV du même décret, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

« Art. 14/1. L'aide est octroyée à la personne physique ou morale qui en fait la demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le bénéficiaire de l'aide peut, après avis de la Commission de Sélection des Films et moyennant l'accord préalable du Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions, céder la totalité ou une partie du montant de l'aide octroyée à une autre personne physique ou morale qui répond aux conditions requises pour pouvoir déposer une demande d'aide. »

Art. 6. Dans les articles 15 et 18 du même décret, les mots « le montant » sont à chaque fois remplacés par les mots « les montants minimum et maximum ».

Art. 7. A la première phrase des premiers et deuxièmes tirets de l'article 16 du même décret, les mots « qui répond aux conditions déterminées par le Gouvernement » sont à chaque fois insérés après les mots « ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen. »

Art. 8. A l'article 22 du même décret, le premier alinéa est complété par les mots « en fonction des critères culturels, artistiques et techniques de l'œuvre audiovisuelle arrêtés par le Gouvernement ».

Art. 9. A l'article 24 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° la demande d'aide à la production doit être introduite par un producteur d'œuvres audiovisuelles qui est constitué sous la forme d'une société commerciale énumérée à l'article 2, § 2 du code des sociétés pour les demandes relatives à des œuvres audiovisuelles de long métrage, des séries télévisuelles et des œuvres télévisuelles unitaires de fiction.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la demande d'aide aux œuvres expérimentales peut être introduite par un producteur d'œuvres audiovisuelles ou par une personne physique de nationalité belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen. Les ressortissants d'un Etat non membre de l'Espace économique européen et les apatrides ayant la qualité de résident en Belgique sont assimilés aux ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen; »;

2° Le point 3° a) est remplacé par ce qui suit :

« 3° a) pour les aides à la production attribuées avant le début des prises de vues et pour les aides à la production attribuées après le début des prises de vues aux courts métrages de fiction, un seuil de financement doit être acquis préalablement au dépôt de la demande d'aide. Le Gouvernement arrête ledit seuil selon le type d'œuvre audiovisuelle et en fonction des critères culturels, artistiques et techniques du projet soumis par le demandeur; ».

Art. 10. A l'article 25 du même décret, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° les critères culturels, artistiques et techniques du projet; ».

Art. 11. L'article 27 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. Le montant de l'aide au développement est déduit du montant de l'aide à la production avant le début des prises de vues attribuée pour la même œuvre audiovisuelle sur la base du présent décret. ».

Art. 12. Dans le même décret, l'intitulé du Titre V est remplacé par ce qui suit :

« Titre V - Aides à la promotion ».

Art. 13. A l'article 28 du même décret, les mots « et à la diffusion » sont supprimés.

Art. 14. L'article 29 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 29. Pour pouvoir bénéficier des aides octroyées conformément au présent titre, l'œuvre audiovisuelle doit remplir les conditions suivantes :

1° soit s'être vue octroyer une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV;

2° soit avoir sa version originale en langue française, sauf dérogation possible du Gouvernement, sur la base des critères suivants :

a) l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française;

b) les spécificités du scénario. ».

Art. 15. L'article 30 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. Le Gouvernement arrête :

1° le ou les montant(s) maximum pouvant être octroyé(s) pour chaque aide à la promotion en fonction du type d'œuvre audiovisuelle;

2° les mentions de la Communauté française sur tout document de promotion des œuvres audiovisuelles soutenues. ».

Art. 16. Dans le chapitre Ier du Titre V du même décret, il est inséré un article 30/1 rédigé comme suit :

« Art. 30/1. Pour une même œuvre audiovisuelle, les aides visées aux chapitres II et III du présent titre ne peuvent être cumulées.

À l'exception de l'aide à la promotion visée à l'article 39, § 2, le type de l'œuvre audiovisuelle pour laquelle une aide à la promotion est introduite conformément au présent titre doit être identique à celui pour laquelle l'œuvre audiovisuelle a obtenu une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV. ».

Art. 17. Dans l'article 36 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le montant de l'aide à la promotion est fixé, selon le type d'œuvre audiovisuelle, en fonction des critères culturels, artistiques et techniques du projet arrêtés par le Gouvernement. »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le Gouvernement détermine les conditions dans lesquelles une avance d'aide à la promotion peut être octroyée et le montant de cette avance. ».

Art. 18. L'article 39 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 39. § 1^{er}. Il existe trois types d'aides à la promotion : l'aide à la promotion « vers les professionnels », l'aide à la promotion « vers le grand public » et l'aide à la promotion « en conseils de spécialistes ».

L'aide à la promotion vers le grand public se subdivise en deux catégories :

- l'aide à la promotion « vers le grand public pour les œuvres audiovisuelles à potentiel élevé »;
- l'aide à la promotion « vers le grand public pour les œuvres audiovisuelles à potentiel classique ».

§ 2. Pour pouvoir bénéficier de l'aide à la promotion « vers le grand public », l'œuvre audiovisuelle doit être diffusée, en première semaine d'exploitation, un nombre minimum de séances dans des salles de cinéma situées sur le territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, avec un nombre minimum de séances. Le Gouvernement arrête ledit nombre.

§ 3. L'aide à la promotion « en conseils de spécialistes » est destinée à couvrir les services de conseils par des spécialistes dans la promotion, la mise en marché et le marketing des œuvres audiovisuelles.

§ 4. Une même œuvre audiovisuelle peut bénéficier de ces trois types d'aides. ».

Art. 19. L'article 40 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 40. § 1^{er}. La demande d'aide à la promotion comporte les éléments suivants :

- 1° le plan de promotion de l'œuvre audiovisuelle;
- 2° le budget de promotion de l'œuvre audiovisuelle;
- 3° si elle est terminée, une copie de l'œuvre audiovisuelle sur support DVD.

§ 2. Outre les éléments énumérés au § 1^{er}, la demande d'aide à la promotion « vers le grand public » comporte le plan de diffusion de l'œuvre audiovisuelle qui comprend obligatoirement les éléments suivants :

- 1° la liste prévisionnelle des salles de cinéma dans lesquelles l'œuvre audiovisuelle sera projetée;
- 2° le nombre de séances en première semaine d'exploitation;
- 3° la date de sortie de l'œuvre audiovisuelle.

§ 3. Outre les éléments énumérés au § 1^{er}, la demande d'aide à la promotion « en conseils de spécialistes » comporte le nom de la personne choisie et la motivation de ce choix. ».

Art. 20. Dans l'article 43 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement arrête le montant de l'aide à la promotion selon les critères culturels, artistiques et techniques de l'œuvre audiovisuelle. ».

Art. 21. Dans le même décret, il est inséré un titre V/I, comprenant les articles 44/1 à 60, intitulé « Titre V/I - Primes au réinvestissement d'œuvres audiovisuelles. ».

Art. 22. Dans le titre V/I du même décret, inséré par l'article 21, il est inséré un Chapitre Ier, comprenant les articles 44/1 à 44/3, intitulé « Chapitre I^{er} - Dispositions générales. ».

Art. 23. Dans le Titre V/I, chapitre I^{er} du même décret, inséré par l'article 21, il est inséré un article 44/1 rédigé comme suit :

« Art. 44/1. Le Gouvernement peut octroyer des primes au réinvestissement aux producteurs, réalisateurs, scénaristes et distributeurs d'œuvres audiovisuelles. ».

Art. 24. Dans le Titre V/I, chapitre Ier du même décret, inséré par l'article 21, il est inséré un article 44/2 rédigé comme suit :

« Art. 44/2. Pour pouvoir bénéficier des aides octroyées conformément au présent titre, l'œuvre audiovisuelle doit remplir cumulativement les conditions suivantes :

1° la version originale doit être en langue française, sauf dérogation possible du Gouvernement, sur la base des critères suivants :

- a) l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française;
- b) les spécificités du scénario.

2° a) soit avoir été coproduite conformément aux règles de la Convention européenne de coproduction cinématographique ou d'un accord international bilatéral de coproduction d'œuvres audiovisuelles qui engage la Communauté française;

b) soit, si elle n'a pas été coproduite dans le cadre de la Convention européenne de coproduction cinématographique ou d'un accord international bilatéral de coproduction d'œuvres audiovisuelles qui engage la Communauté française, l'œuvre audiovisuelle doit remplir au moins trois des critères repris à l'article 9, alinéa 2.

Par dérogation à l'alinéa précédent, est présumée remplir les conditions visées à l'alinéa premier, l'œuvre audiovisuelle qui s'est vue octroyer une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV. ».

Art. 25. Dans le Titre V/I, chapitre Ier du même décret, inséré par l'article 21, il est inséré un article 44/3 rédigé comme suit :

« Art. 44/3. Le Gouvernement arrête :

1° le ou les montant(s) maximum pouvant être octroyé(s) pour chaque prime au réinvestissement en fonction du type d'œuvre audiovisuelle;

2° le support d'exploitation des œuvres audiovisuelles bénéficiant d'une prime au réinvestissement, en fonction du type d'œuvre audiovisuelle;

3° le modèle de formulaire à remettre pour la vérification du respect des conditions prévues à l'article 44 /2 et le délai de remise de ce formulaire. ».

Art. 26. Dans le Titre V/I du même décret, inséré par l'article 21, le chapitre IV est remplacé par un chapitre II, comprenant les articles 45 à 52, intitulé « Chapitre II - Primes au réinvestissement de longs métrages. ».

Art. 27. L'article 47, 1^{er} alinéa, 2° du même décret est remplacé par ce qui suit :

« 2°. Avoir introduit, au plus tard trente jours avant le début des prises de vues, une déclaration de mise en chantier relative à l'œuvre audiovisuelle pour laquelle la prime est demandée.

La déclaration de mise en chantier mentionne le genre du long métrage, son métrage présumé, son scénario, son devis ainsi que le début des prises de vues. Cette déclaration n'est pas requise pour les œuvres audiovisuelles soutenues dans le cadre du chapitre IV du titre IV; ».

Art. 28. L'article 51 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 51. La prime au réinvestissement de longs métrages est octroyée :

1° au producteur d'œuvres audiovisuelles sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur la création d'une nouvelle œuvre audiovisuelle d'art et essai telle que visée à l'article 1^{er}, 8° qui remplit les conditions de l'article 44/2 et respecte les caractéristiques artistiques et techniques arrêtées par le Gouvernement. Ce réinvestissement doit s'opérer dans les trois ans après l'octroi de l'aide;

2° au distributeur d'œuvres audiovisuelles sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur la distribution d'une nouvelle œuvre audiovisuelle d'art et essai telle que visée à l'article 1^{er}, 8° qui remplit les conditions de l'article 44/2 et respecte les caractéristiques artistiques et techniques arrêtées par le Gouvernement, et à la condition que la somme reçue soit majorée de cinquante pour cent par un apport propre du distributeur. Ce réinvestissement doit s'opérer dans les trois ans suivant l'octroi de l'aide. ».

Art. 29. Dans le Titre V/I du même décret, inséré par l'article 21, le chapitre V est remplacé par un chapitre III, comprenant les articles 53 à 60, intitulé « Chapitre III - Primes au réinvestissement de courts métrages. ».

Art. 30. A l'article 55 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er}, 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° Avoir introduit, au plus tard trente jours avant le début des prises de vues, une déclaration de mise en chantier relative à l'œuvre audiovisuelle pour laquelle la prime est demandée.

La déclaration de mise en chantier mentionne le genre du court métrage, son métrage présumé, son scénario, son devis ainsi que le début des prises de vues. Cette déclaration n'est pas requise pour les œuvres audiovisuelles soutenues dans le cadre du chapitre IV du titre IV; ».

2° Au § 1^{er}, 3°, c), les mots « dont la liste est arrêtée » sont remplacés par les mots « selon les conditions déterminées ».

Art. 31. Dans l'article 59 du même décret, les mots « reconnue conformément à l'article 29 » sont remplacés par les mots « d'art et essai telle que visée à l'article 1^{er}, 8° qui remplit les conditions de l'article 44/2 ».

Art. 32. Dans l'article 62 du même décret, l'alinéa 2, 3° est complété par les mots suivants :

« ou d'enseignement technique de l'image ».

Art. 33. Dans les articles 65 et 89 du même décret, les mots « deux ans » sont remplacés par les mots « les deux années précédant l'introduction de la demande ».

Art. 34. Les articles 66, § 1^{er}, 3°, 69, 2°, 81, 3°, 84, 2°, 90, 3°, 93, 2°, 98, 3° et 101, 2° du même décret sont à chaque fois complétés par la phrase suivante :

« Si l'opérateur développe plusieurs pôles d'activités, il doit également fournir la liste des recettes et des dépenses relatives aux activités visées par le présent chapitre ».

Art. 35. Dans l'article 68, § 2, 1° du même décret, la phrase suivante est supprimée :

« b) la part totale des charges affectées au fonctionnement de l'atelier et celle affectée à la production des oeuvres; ».

Art. 36. L'article 75 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 75. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

1° la liste de toutes les œuvres audiovisuelles nouvelles distribuées au cours de l'année précédente;

2° pour chaque œuvre audiovisuelle :

a) le titre;

b) le nom du réalisateur;

c) le nombre maximum de copies en exploitation en Belgique;

d) les salles où l'œuvre audiovisuelle a été exploitée;

e) le nombre d'entrées réalisées en Belgique arrêté au 1^{er} mars de l'année suivant la sortie de l'œuvre audiovisuelle;

f) le box-office;

g) la (les) langue(s) des sous-titrages et/ou doublages;

h) la liste des dépenses liées à sa sortie et établie après celle-ci;

3° les statuts de la société;

4° la liste des activités périphériques;

5° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur. Si l'opérateur développe plusieurs pôles d'activités, il doit également fournir la liste des recettes et des dépenses relatives aux activités visées par le présent chapitre;

6° une présentation de l'opérateur;

7° la motivation de la demande de subvention. ».

Art. 37. Dans l'article 76 du même décret, le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° la (les) langue(s) des sous-titrages et/ou doublages ».

Art. 38. Dans l'article 80 du même décret, les mots « trois ans » sont remplacés par les mots « les trois années précédant l'introduction de la demande ».

Art. 39. Dans les articles 75, 81, 90 et 98 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'indication « § 1^{er} » est chaque fois supprimée;

2° Le paragraphe 2 est chaque fois abrogé.

Art. 40. Dans les articles 83, § 2, 1° et 92, § 2, 1° du même décret, la phrase suivante est à chaque fois supprimée :

« b) la part totale des charges affectées aux frais de fonctionnement et celle affectée aux activités; ».

Art. 41. Dans l'article 100, 5° du même décret, la phrase suivante est supprimée :

« c) la part totale des charges affectées aux frais de fonctionnement et celle affectée aux activités; ».

Art. 42. L'article 105 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« 3° la demande d'aide doit concerner la part des frais d'inscription qui n'est pas prise en charge par un autre organisme. ».

Art. 43. Dans l'article 108 du même décret, les mots « , au plus tard trois mois après la fin de la formation, » sont insérés entre les mots « présente » et « un rapport ».

Art. 44. A l'article 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006 instituant les missions, la composition et les aspects essentiels du fonctionnement d'instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, modifié par le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, le deuxième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation, les membres de la Commission de Sélection des Films sont nommés pour un mandat d'une durée de trois ans. Le mandat de ces membres peut être prolongé pour une durée maximale de trois ans. Un délai de trois ans est indispensable entre deux mandats. »

Art. 45. Dans l'article 68quater, § 5, huitième tiret du même arrêté, inséré par le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, la phrase « un expert ou un professionnel justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans les métiers techniques de l'audiovisuel » est remplacée par la phrase « deux expert(s) ou professionnel(s) justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans les métiers techniques de l'audiovisuel; ».

Art. 46. L'article 68octies du même arrêté, inséré par le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 68octies. La Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels est composée de dix-huit membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement et répartis comme suit :

1° quatre professionnels justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel :

— un professionnel justifiant d'une expérience dans le secteur de la production;

— un professionnel justifiant d'une expérience dans le secteur de la réalisation;

— un professionnel justifiant d'une expérience dans le secteur de l'éducation aux médias;

— un professionnel justifiant d'une expérience dans le secteur de l'animation socioculturelle et de l'éducation permanente;

2° un expert justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le secteur de la presse cinématographique;

3° deux experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience d'une durée minimale de trois ans dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel;

4° sept représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;

5° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques. »

Art. 47. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 17 juillet 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

—————
Note

(1) *Session 2012-2013* :

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 518-1. — Rapport, n° 518-2.
Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 17 juillet 2013.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29484]

**17 JULI 2013. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 10 november 2011
betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie wordt het punt 6° aangevuld met hetgeen volgt :

« Wat betreft de subsidies bedoeld bij afdeling II van hoofdstuk II van titel VI, wordt gelijkgesteld met een lange film het audiovisueel werk bestemd voor de kinderen van minder dan tien jaar bij voorrang bestemd voor de verspreiding in bioscoopzalen en waarvan de duur minimum dertig minuten bedraagt ».

Art. 2. Het eerste lid van artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Het *Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel* is een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie in de zin van artikel 2, 5° van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. ».

Art. 3. In het tweede lid van artikel 8 van hetzelfde decreet wordt het vierde streepje aangevuld met hetgeen volgt :

« en waarvan de beeldopnames afgelopen zijn ».

Art. 4. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « in het kader ofwel van de Europese overeenkomst inzake de coproductie op het gebied van de film, ofwel » vervangen door de woorden « overeenkomstig de regels van de Europese overeenkomst inzake de coproductie op het gebied van de film, of »;

2° in het tweede lid worden de woorden « in het kader ofwel van de Europese overeenkomst inzake de coproductie op het gebied van de film, ofwel » vervangen door de woorden « in het kader van de Europese overeenkomst inzake de coproductie op het gebied van de film, of ».

Art. 5. In hoofdstuk I van Titel IV van hetzelfde decreet wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14/1. De steun wordt aan een natuurlijk of rechtspersoon toegekend die deze aanvraagt.

In afwijking van het eerste lid kan de begunstigde van de steun, na advies van de Filmselectiecommissie en mits de voorafgaande instemming van de Minister bevoegd voor de Audiovisuele Sector, de volledigheid of een deel van het bedrag afstaan van de toegekende steun aan een andere natuurlijk of rechtspersoon die aan de voorwaarden vereist om een aanvraag om hulp in te kunnen dienen, voldoet. ».

Art. 6. In de artikelen 15 en 18 van hetzelfde decreet worden de woorden « het bedrag » telkens vervangen door de woorden « de minimum- en maximumbedragen ».

Art. 7. In de eerste zin van de eerste en tweede streepjes van artikel 16 van hetzelfde decreet, worden de woorden « of onderdaan van een lidstaat van de Europese economische ruimte. » telkens vervangen door de woorden « of onderdaan van een lidstaat van de Europese economische ruimte die aan de voorwaarden bepaald door de Regering voldoet. ».

Art. 8. In artikel 22 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid aangevuld met de woorden « in functie van de culturele, artistieke en technische criteria van het audiovisuele werk bepaald door de Regering ».

Art. 9. In artikel 24 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 1° wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 1° de aanvraag om productiesteun moet worden ingediend door een producent van audiovisuele werken die samengesteld wordt in de vorm van een handelsvennootschap opgenomen in de opsomming bij artikel 2, § 2 van het wetboek van vennootschappen voor de aanvragen betreffende langspeelfilms, televisiereeksen en unitaire televisiefictiewerken. In afwijking van het vorige lid kan de aanvraag om steun aan de experimentele werken ook worden ingediend door een producent van audiovisuele werken of door een natuurlijk persoon van Belgische nationaliteit of een onderdaan van een lidstaat van de Europese economische ruimte. De onderdanen van een Staat die geen lid zijn van de Europese economische ruimte en de staatlozen die de hoedanigheid van resident in België hebben, worden gelijkgesteld met de onderdanen van een lidstaat van de Europese economische ruimte; »;

2° het punt 3° a) wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 3° a) voor de productiesteun die vóór het begin van de beeldopnames wordt verleend en voor de productiesteun die na het begin van de beeldopnames wordt verleend aan de korte fictiefilms, moet een financieringsdrempel worden vastgesteld voordat de steunaanvraag wordt ingediend. De Regering stelt die drempel vast naar gelang van het type audiovisueel werk en naar gelang van de culturele, artistieke en technische criteria van het project dat door de aanvrager wordt voorgelegd; ».

Art. 10. In artikel 25 van hetzelfde decreet wordt het punt 1° vervangen door hetgeen volgt :

« 1° de culturele, artistieke en technische criteria van het project; ».

Art. 11. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 27. Het bedrag van de steun tot de ontwikkeling wordt afgetrokken van het bedrag van de productiesteun vóór het begin van de beeldopnames voor hetzelfde audiovisuele werk op basis van dit decreet. ».

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van Titel V vervangen door hetgeen volgt : « Titel V – Steun voor de promotie ».

Art. 13. In artikel 28 van hetzelfde decreet, worden de woorden « en de verspreiding » afgeschaft.

Art. 14. Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 29. Om in aanmerking te komen voor de steun verleend overeenkomstig deze titel, moet het audiovisuele werk aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° ofwel een productiesteun gekregen hebben zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV;

2° ofwel moet de originele versie in het Frans opgesteld zijn, behalve als de Regering een afwijking toestaat op grond van de volgende criteria :

a) het culturele belang van het project voor de Franse Gemeenschap;

b) de specifieke kenmerken van het scenario. ».

Art. 15. Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 30. De Regering bepaalt :

1° het maximumbedrag (de maximumbedragen) dat kan/die kunnen worden toegekend voor elke promotiesteun naar gelang van het type audiovisueel werk;

2° de vermeldingen van de Franse Gemeenschap op elk document voor de promotie van de ondersteunde audiovisuele werken. ».

Art. 16. In hoofdstuk I van Titel V van hetzelfde decreet wordt een artikel 30/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30/1. Voor eenzelfde audiovisueel werk kunnen de steunverleningen bedoeld bij de hoofdstukken II en III niet gecumuleerd worden.

Met uitzondering van de steun voor de promotie bedoeld bij artikel 39, § 2, moet het type audiovisueel werk waarvoor een aanvraag om steun voor promotie ingediend wordt overeenkomstig deze titel identiek zijn met dat waarvoor het audiovisueel werk een steun voor de productie heeft gekregen zoals bedoeld bij hoofdstuk IV van titel IV. ».

Art. 17. In artikel 36 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Het bedrag van de steun voor de promotie wordt bepaald, naargelang het type audiovisueel werk, in functie van de culturele, artistieke en technische criteria van het project bepaald door de Regering. »;

2° er wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het tweede en het derde lid :

« De Regering bepaalt de voorwaarden voor de toekenning van een voorschot op de steun voor de promotie en het bedrag van dit voorschot. ».

Art. 18. Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 39. § 1. Er bestaan drie types steun tot de promotie : de steun voor de promotie « naar de professionelen toe », de steun voor de promotie « naar het grote publiek toe » en de steun voor de promotie « via de raadpleging van specialisten ».

De steun voor de promotie naar het grote publiek toe wordt onderverdeeld in twee categorieën :

de steun voor de promotie « naar het grote publiek toe voor audiovisuele werken met hoog potentieel »;

de steun voor de promotie « naar het grote publiek toe voor audiovisuele werken met klassiek potentieel ».

§ 2. Om de steun voor de promotie « naar het grote publiek toe » te kunnen genieten, moet het audiovisuele werk, tijdens de eerste week van exploitatie, - een minimaal aantal keren vertoond worden in bioscoopzalen op het Franse taalgebied en op het tweetalig gebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, met een minimaal aantal vertoningen. De Regering bepaalt genoemd aantal.

§ 3. De steun voor de promotie « via de raadpleging van specialisten » wordt voor de dekking van de raadgevende diensten door specialisten in de promotie, het op het markt brengen en de marketing van de audiovisuele werken, bestemd.

§ 4. Eenzelfde audiovisueel werk kan deze drie types steun genieten. ».

Art. 19. Artikel 40 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 40. § 1. De aanvraag om steun voor de promotie bevat de volgende elementen :

- 1° het plan voor de promotie van het audiovisuele werk;
- 2° de begroting voor de promotie van het audiovisuele werk;
- 3° een kopie van het audiovisuele werk, als het bereid is, op DVD.

§ 2. Naast de elementen opgesomd bij § 1, bevat de aanvraag om steun voor de promotie « naar het grote publiek toe » het vertoningsplan van het audiovisuele werk dat verplicht de volgende elementen omvat :

- 1° het geplande tijdschema van de bioscoopvertoningen van het audiovisuele werk;
- 2° het aantal vertoningen tijdens de eerste exploitatieweek;
- 3° de eerste publieke vertoning van het audiovisuele werk.

§ 3. Naast de elementen opgesomd bij § 1, bevat de aanvraag om hulp « via de raadpleging van specialisten » de naam van de gekozen persoon en de verantwoording van deze keuze. ».

Art. 20. In artikel 43 van hetzelfde decreet, wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt :

De Regering bepaalt het bedrag van de steun voor de promotie volgens de culturele, artistieke en technische criteria van het audiovisuele werk. ».

Art. 21. In hetzelfde decreet wordt een titel V/I ingevoegd, die de artikelen 44/1 tot 60 omvat en die het opschrift heeft « Titel V/I – Premies voor de herinvestering van audiovisuele werken ».

Art. 22. In titel V/I van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 21, wordt een hoofdstuk I ingevoegd dat de artikelen 44/1 tot 44/3 bevat en dat het opschrift heeft « Hoofdstuk I – Algemene bepalingen. ».

Art. 23. In Titel V/I, hoofdstuk I van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 44/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 44/1. De Regering kan premies voor de herinvestering toekennen aan de producenten, regisseurs, scenaristen en verdelers van audiovisuele werken. ».

Art. 24. In Titel V/I, hoofdstuk I van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 44/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 44/2. Om de steun toegekend overeenkomstig deze titel te kunnen genieten, moet het audiovisuele werk gecumuleerd aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de originele versie moet in het Frans zijn, behoudens mogelijke afwijking verleend door de Regering, op basis van de volgende criteria :

- a) het culturele belang van het project voor de Franse Gemeenschap;
 - b) de specifieke kenmerken van het scenario.
- 2° a) ofwel gecoproduceerd zijn overeenkomstig de regels van de Europese

Overeenkomst inzake filmcoproductie of een bilateraal internationaal akkoord voor de coproductie van audiovisuele werken dat de Franse Gemeenschap verbindt;

b) ofwel, als het audiovisuele werk niet gecoproduceerd werd overeenkomstig de

regels van de Europese Overeenkomst inzake filmcoproductie of van een bilateraal internationaal akkoord voor de coproductie van audiovisuele werken dat de Franse Gemeenschap verbindt, moet het minstens aan drie van de criteria opgenomen bij artikel 9, tweede lid, voldoen.

In afwijking van het vorige lid wordt geacht aan de voorwaarden bedoeld bij het eerste lid te voldoen het audiovisuele werk dat een steun voor de promotie zoals bedoeld bij hoofdstuk IV van titel IV toegekend kreeg. ».

Art. 25. In Titel V/I, hoofdstuk I van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 44/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 44/3. De Regering bepaalt :

1° het maximumbedrag (de maximumbedragen) die voor iedere premie voor de herinvestering toegekend kan (kunnen) worden in functie van het type audiovisueel werk;

2° de exploitatiedrager van de audiovisuele werken die een premie voor de herinvestering genieten, in functie van het type audiovisueel werk;

3° het formuliermodel dat ingediend dient te worden voor het nazicht van de inachtneming van de voorwaarden bedoeld bij artikel 44/2 en de termijn voor de indiening van dit formulier. ».

Art. 26. In Titel V/I van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 21, wordt het hoofdstuk IV vervangen door een hoofdstuk II, dat de artikelen 45 tot 52 bevat, met het opschrift « Hoofdstuk II – Premies voor de herinvestering van lange films. ».

Art. 27. Artikel 47, eerste lid, 2° van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 2° een verklaring hebben ingediend dat het audiovisuele werk waarvoor de premie wordt aangevraagd, in de maak is, ten laatste dertig dagen na het begin van de beeldopnames.

Deze verklaring vermeldt het genre van de lange film, zijn vermoedelijke lengte, zijn bestek alsook de datum van het begin van de beeldopnames. Die verklaring is niet vereist voor de audiovisuele werken die in het kader van hoofdstuk IV van titel IV worden ondersteund; ».

Art. 28. Artikel 51 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 51. De herinvesteringspremie voor lange films wordt toegekend :

1° aan de producent van audiovisuele werken, in de vorm van een trekkingsrecht dat wordt uitgeoefend als herinvestering op de creatie van een nieuw audiovisueel kunst- en essaywerk zoals bedoeld bij artikel 1, 8° dat aan de voorwaarden voldoet bedoeld bij artikel 44/2 en dat de door de Regering vastgestelde artistieke en technische kenmerken in acht neemt. Die herinvestering moet geschieden binnen drie jaar na de toekenning van de steun;

2° aan de verdeler van audiovisuele werken, in de vorm van een trekkingsrecht dat wordt uitgeoefend als herinvestering op de verdeling van een nieuw audiovisueel kunst- en essaywerk zoals bedoeld bij artikel 1, 8° dat aan de voorwaarden voldoet bedoeld bij artikel 44/2 en dat de door de Regering vastgestelde artistieke en technische kenmerken in acht neemt, en op voorwaarde dat het ontvangen bedrag met vijftig procent wordt vermeerderd door een eigen bijdrage van de verdeler. Die herinvestering moet worden verricht binnen drie jaar volgend op de toekenning van de steun. ».

Art. 29. In Titel V/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd door artikel 21, wordt het hoofdstuk V vervangen door een hoofdstuk III dat de artikelen 53 tot 60 omvat, met het opschrift « Hoofdstuk III – Premies voor de herinvestering van korte films. ».

Art. 30. In artikel 55 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste paragraaf, het punt 2° wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 2°. een verklaring hebben ingediend dat het audiovisuele werk waarvoor de premie wordt aangevraagd, in de maak is, ten laatste dertig dagen na het begin van de beeldopnames.

Deze verklaring vermeldt het genre van de korte film, zijn vermoedelijke lengte, zijn scenario, zijn bestek alsook de datum van het begin van de beeldopnames. Die verklaring is niet vereist voor de audiovisuele werken die in het kader van hoofdstuk IV van titel IV worden ondersteund; ».

2° bij paragraaf één, 3°, c), worden de woorden « geselecteerd zijn in een minimumaantal festivals waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld » vervangen door de woorden « geselecteerd zijn in een minimumaantal festivals volgens de regels bepaald door de Regering ».

Art. 31. In artikel 59 van hetzelfde decreet worden de woorden « een nieuw audiovisueel werk dat wordt erkend overeenkomstig artikel 29 » vervangen door de woorden « een nieuw audiovisueel kunst- en essaywerk zoals bedoeld bij artikel 1, 8° dat aan de voorwaarden voldoet bepaald bij artikel 44/2 ».

Art. 32. In artikel 62 van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid, 3° aangevuld met de volgende woorden :

« of technisch onderwijs van het beeld ».

Art. 33. In de artikelen 65 en 89 van hetzelfde decreet worden de woorden « twee jaar » vervangen door de woorden « de twee jaren vòòr de indiening van de aanvraag ».

Art. 34. De artikelen 66, § 1, 3°, 69, 2°, 81, 3°, 84, 2°, 90, 3°, 93, 2°, 98, 3° en 101, 2° van hetzelfde decreet worden telkens aangevuld met dezelfde zin :

« . Indien de operator meerdere activiteitenpolen ontwikkelt, moet hij ook de lijst indienen van de ontvangsten en de uitgaven met betrekking tot de activiteiten bedoeld bij dit hoofdstuk ».

Art. 35. In artikel 68, § 2, 1° van hetzelfde decreet wordt de volgende zin afgeschaft :

« *b)b het totale deel van de middelen bestemd voor de werking van het atelier en van deze die bestemd zijn voor de productie van werken; ».*

Art. 36. Artikel 75 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 75. De aanvraag om steun bevat de volgende gegevens :

1° de lijst van alle nieuwe audiovisuele werken die gedurende het voorafgaande jaar werden verdeeld;

2° voor elk audiovisueel werk :

a) de titel;

b) de naam van de regisseur;

c) het maximumaantal copies die in België worden geëxploiteerd;

d) de zalen waarin het audiovisuele werk werd geëxploiteerd;

e) het aantal toegangskaarten die in België werden verkocht tot 1 maart van het jaar volgend op de eerste vertoning van het audiovisuele werk;

f) de box-Office;

g) de taal (talen) van de ondertitels en/of dubbing;

h) de lijst van de uitgaven in verband met de eerste vertoning, opgesteld na deze;

3° de statuten van de maatschappij;

4° de lijst van de aanverwante activiteiten;

5° de balansen en rekeningen van het verlopen begrotingsjaar, opgesteld overeenkomstig de boekhoudkundige wetten en reglementen die gelden. Indien de operator meerdere activiteitenpolen ontwikkelt, moet hij ook de lijst indienen van de ontvangsten en de uitgaven met betrekking tot de activiteiten bedoeld bij dit hoofdstuk;

6° een presentatie van de operator;

7° de verantwoording van de aanvraag om subsidie. ».

Art. 37. In artikel 76 van hetzelfde decreet wordt het punt 7° vervangen door hetgeen volgt :

« 7° de taal (talen) van de ondertiteling en/of dubbing ».

Art. 38. In artikel 80 van hetzelfde decreet worden de woorden « drie jaar » vervangen door de woorden « de drie jaren vòòr de indiening van de aanvraag ».

Art. 39. In de artikelen 75, 81, 90 en 98 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de vermelding « § 1 » wordt telkens geschrapt;

2° de paragraaf 2 wordt telkens opgeheven.

Art. 40. In de artikelen 83, § 2, 1° en 92, § 2, 1° van hetzelfde decreet wordt de volgende zin telkens vervangen :
« b) het totale deel van de lasten bestemd voor de werkingskosten en het deel bestemd voor de activiteiten; ».

Art. 41. In artikel 100, 5° van hetzelfde decreet wordt de volgende zin afgeschaft :

« c) het totale deel van de lasten bestemd voor de werkingskosten en het deel bestemd voor de activiteiten; ».

Art. 42. Artikel 105 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« 3° de aanvraag om steun moet betrekking hebben tot het deel van het inschrijvingsgeld dat niet ten laste wordt genomen door een ander organisme. ».

Art. 43. In artikel 108 van hetzelfde decreet worden de woorden « legt de begunstigde een verslag voor » vervangen door de woorden « legt de begunstigde, ten laatste drie maanden na het einde van de opleiding, een verslag voor ».

Art. 44. In artikel 2 van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2006 tot bepaling van de opdrachten, de samenstelling en de belangrijkste aspecten van de werking van adviesinstanties die vallen onder het toepassingsgebied van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, gewijzigd bij het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, wordt het tweede lid vervangen door hetgeen volgt :

« Bij wijze van afwijking worden de leden van de Filmselectiecommissie voor een mandaat van drie jaar benoemd. Het mandaat van deze leden kan verlengd worden voor een maximale duur van drie jaar. Een termijn drie jaar is onontbeerlijk tussen twee mandaten. ».

Art. 45. In artikel 68quater, § 5, achtste streepje van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het decreet van 10 november 2001 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, wordt de zin « een deskundige of een professionele die het bewijs levert van bekwaamheid of ervaring op het gebied van de technische vakken van de audiovisuele sector » vervangen door de zin « twee deskundigen of professionelen die het bewijs leveren van bekwaamheid of ervaring op het gebied van de technische vakken van de audiovisuele sector; ».

Art. 46. Artikel 68octies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het decreet van 10 november 2001 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 68octies. De steuncommissie voor de audiovisuele dienstenaanbieders is samengesteld uit achttien stemgerechtigde werkende leden die door de Regering worden benoemd en die verdeeld worden als volgt :

1° vier professionelen die het bewijs leveren van bekwaamheid of ervaring op het gebied van de filmsector en de audiovisuele sector;

- een professionele die het bewijs van ervaring levert op het gebied van productie;

- een professionele die het bewijs levert van ervaring op het gebied van regisseren;

- een professionele die het bewijs levert van ervaring op het gebied van de opvoeding tot de media;

- een professionele die het bewijs levert van ervaring op het gebied van de sociaal-culturele animatie en de permanente opvoeding;

2° één deskundige die het bewijs levert van bekwaamheid of ervaring op het gebied van de filmers;

3° twee deskundigen die het bewijs leveren van bekwaamheid of ervaring van minstens drie jaar op het gebied van de filmsector en de audiovisuele sector;

4° zeven vertegenwoordigers van erkende gebruikersorganisaties;

5° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische stromingen. ».

Art. 47. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.- M. SCHYNS

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 518-1. — Verslag, nr. 518-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 17 juli 2013.